



CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET LE NÉOLIBÉRALISME



À l'issue du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, la FSU26 et la CGT26 pointent la gravité de la situation : **une fois de plus le second tour se réduit à un candidat dont le néolibéralisme est éprouvé et à une candidate ouvrant la possibilité d'une accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite** (soutenue par des organisations réactionnaires, racistes et ultra-violentes).

Emmanuel Macron et les politiques néolibérales qu'il a menées sont responsables de cette situation : ces politiques produisent ressentiment et désespérance sociale tant elles aggravent les inégalités, divisent la société. La FSU26 et la CGT26 continuent de dénoncer son bilan catastrophique, tant au niveau des services publics, des libertés, des droits sociaux. Gestion autoritaire du pouvoir, mépris, injustices et répression ont jalonné son quinquennat. L'intention affirmée au lendemain du premier tour de continuer sa politique de casse des solidarités en remettant en cause les retraites et les services publics, en prévoyant d'accélérer la fragilisation du service public d'éducation et du statut de ses personnels, en liant l'obtention du RSA à du travail gratuit sont inacceptables. Si elles étaient mises en place, elles poursuivraient la destruction méthodique des droits et des solidarités mise en œuvre tout au long du quinquennat. **Ce sont ces politiques néolibérales qui nourrissent aujourd'hui la progression des idées d'extrême droite. La FSU26 et la CGT26 sont donc déterminées à mobiliser si le projet présenté par Emmanuel Macron était mis en œuvre.**

Par rapport à 2017, le total des voix qui se sont portées sur l'extrême-droite et le pourcentage que celle-ci recueille ont fortement progressé : 1 suffrage exprimé sur 3 s'est porté sur un de ses candidats. Or, **Marine Le Pen, qui s'est qualifiée, comme Eric Zemmour, qui appelle à voter pour elle, sont les candidats de partis particulièrement dangereux** pour la démocratie, la république et pour les conditions d'existence d'une grande partie de la population de notre pays. **L'extrême droite est l'ennemie des travailleur-ses, des droits syndicaux, de l'égalité entre les femmes et les hommes.** En Hongrie, au Brésil, en Pologne, l'extrême droite au pouvoir s'attaque méthodiquement aux droits des enseignants, au droit à l'IVG, aux libertés publiques... **L'accession de l'extrême droite à la présidence de la République ferait courir les plus graves dangers à notre pays, dans un contexte international instable.**

Le combat contre l'extrême droite passe bien entendu par le fait de **ne porter aucun suffrage sur sa candidate au 2nd tour.** Cela passe aussi par la construction des mobilisations contre les idées d'extrême droite et contre les politiques libérales destructrices de justice sociale qui en sont le creuset.

C'est pourquoi la FSU 26 et la CGT26 appellent à se mobiliser

Rassemblement samedi 16 avril 11h

Fontaine monumentale à Valence

(suivi d'un pique-nique partagé)

Au-delà, la FSU26 et la CGT26 entendent poursuivre et amplifier les mobilisations pour imposer **d'autres politiques économiques, sociales et environnementales.** Elle portera ses revendications sur la base du manifeste qu'elle a publié, non seulement dans cet « entre deux tours » mais aussi à l'occasion des élections législatives.

Le 1^{er} mai sera la prochaine étape. Plus nous serons nombreuses et nombreux, plus le message adressé sera explicite : volonté de rassembler très largement les forces progressistes du pays pour construire une société féministe, écologique et sociale, pour garantir les droits de tous·tes, pour réduire drastiquement les inégalités, pour améliorer les conditions de vie en redistribuant les richesses, pour respecter la dignité de toutes et tous. Pour sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé, c'est la justice sociale qui est à l'ordre du jour.

Après le 1^{er} mai étape nécessaire de la mobilisation, la FSU26 et la CGT26 mettront en débat, dans la période qui suivra, la construction de nouvelles initiatives interprofessionnelles et/ou sectorielles, dans un cadre unitaire large.

D'ores et déjà, la FSU26 et la CGT26 appellent à l'unité des forces progressistes syndicales, associatives et politiques afin de construire une alternative forte à Macron et Le Pen dès les législatives. Cette union peut passer par le collectif « Plus Jamais Ça ! »